

Center parcs : un ancien banquier analyse le montage financier du projet

«Le hold-up de Pierre & Vacances sur les finances des collectivités locales» est le titre de la conférence animée jeudi 10 mars à Lons par Pierre-Emmanuel Scherrer, ancien gestionnaire financier, sur le projet de Pierre&Vacances à Poligny.

Il connaît bien « le milieu du grand capitalisme et du business » pour avoir occupé neuf ans un poste de gestionnaire financier à la banque Paribas Luxembourg. Il gérait les actifs de grands noms de la finance et de la politique. Pierre-Emmanuel Scherrer a participé activement au débat public sur le projet Center parcs de Poligny. Il est aujourd'hui enseignant en gestion et économie des entreprises à Morez (lire en p. 2). Jeudi 10 mars, à 20 h, au Carrefour de la communication à Lons, il animera une conférence sur le mode de financement de ce projet. Une conférence organisée par le Pic noir, association défavorable au projet, qu'il a déjà tenue il y a quelques semaines en Saône-et-Loire où est proposé le même modèle de Center parcs.

Le montage financier de Pierre & Vacances (P&V) a soulevé une importante opposition lors du débat public à Poligny. « L'ensemble des participants a posé une question simple » peut-on lire dans le bilan du débat, « si le projet est rentable, pourquoi Pierre &



Pierre-Emmanuel Scherrer doit prendre la parole 1 h 30 et laisser la place aux échanges avec le public.

Vacances ne le réalise-t-il pas sur ses propres fonds ? » Le groupe prévoit que les équipements collectifs du Center parcs soient financés par une Société d'économie mixte (Sem) composée de fonds privés et de fonds publics, où les collectivités territoriales (Conseil régional, Conseil départemental, Communauté de communes, commune) seraient majoritaires. « J'ai creusé le sujet tout l'été dernier à l'issue de ma participation au débat public. Les propos qui ont été tenus m'ont fortement interpellé », explique Pierre-Em-

manuel Scherrer.

L'ancien gestionnaire financier s'est appuyé, entre autres, sur un document de 16 pages fourni par le Conseil général de Saône-et-Loire. « J'ai bossé dessus. Un copain, auditeur financier, a validé mes conclusions. » Pierre-Emmanuel Scherrer a également interviewé d'anciens cadres du groupe Pierre & Vacances. Il a mis à profit son expérience professionnelle pour synthétiser le fruit de ses recherches. L'objectif de la conférence est de « clarifier les tenants et les aboutissants du dossier ».

Pierre-Emmanuel Scherrer souhaite laisser la place aux échanges avec le public.

Un retour sur investissement dans 23 ans

Trois thématiques seront abordées en 1 h 30. La première portera sur « le discours de P&V et des élus, qui utilisent des termes déceptifs et des arguments subjectifs ou non avérés (retour sur investissement, garanties etc.) ». Pour l'ancien gestionnaire, « les élus se sont fait berné » par le « bluff terrible d'un businessman ». « Le retour sur investissement ne se fera qu'au bout de 23 ans... », a calculé l'enseignant. Le deuxième point démontrera que le recours au financement public de P&V est « un habillage subtil pour occulter sa situation périlleuse et son incapacité à lever des fonds sur les marchés ». « Avant la crise financière de 2007, P&V finançait lui-même ses projets. » Le dernier développement de la conférence souligne que « le risque intrinsèque de l'activité économique d'une entreprise privée ne peut en aucun cas être supporté par les collectivités publiques ». « Le groupe n'investit rien à part l'achat de la parcelle en forêt. Le groupe s'engage à verser les loyers -c'est la moindre des choses !- mais il ne garantit pas, il n'assure pas le risque si ça se casse la gueule. » ■ [Lucille Topin]